

Le basculement du monde vers un nouvel ordre multipolaire : quelle place pour l'Iran ?



Le basculement du monde vers un nouvel ordre multipolaire : quelle place pour l'Iran ?

Le monde est entré dans une phase de profonde transformation. Celle-ci se caractérise avant tout par le déplacement progressif du centre de gravité du pouvoir : l'ordre unipolaire dominé par les États-Unis cède la place à un monde multipolaire.

La question n'est désormais plus de savoir si cette transition aura lieu, mais comment elle s'opérera. Comme lors de nombreuses grandes mutations historiques, le passage d'un ordre à l'autre s'accompagnera-t-il de guerres et d'affrontements militaires, ou pourra-t-il s'effectuer sans conflit majeur ?

La guerre en Ukraine, les massacres de la population palestinienne à Gaza par Israël, la guerre entre l'Iran, Israël et les États-Unis, les bouleversements au Moyen-Orient et l'intensification de la rivalité entre Washington et Pékin doivent être replacés dans cette perspective.

L'essor fulgurant de l'économie chinoise a été le principal moteur de cette transformation. En tirant pleinement parti des mécanismes de l'Organisation mondiale du commerce, la Chine a été le pays qui a le plus bénéficié de la mondialisation. Elle est devenue le principal concurrent économique des États-Unis.

Le paradoxe de la situation actuelle tient au fait que les puissances qui ont elles-mêmes bâti le système du libre-échange sont aujourd'hui celles qui s'en éloignent le plus, tandis que la Chine continue de défendre le maintien de cet ordre et la poursuite de la mondialisation.

Washington recentre sa stratégie sur la Chine

Depuis la présidence de Barack Obama (janvier 2009 à janvier 2017), les États-Unis ont fait de l'endiguement de la Chine leur priorité stratégique. Ils ont progressivement déplacé leur centre d'attention du Moyen-Orient vers l'Asie-Pacifique.

Ce recentrage posait toutefois une question cruciale : celle de la sécurité d'Israël. Depuis plusieurs décennies, cette sécurité constitue l'un des piliers de la politique américaine au Moyen-Orient. La perspective d'une réduction de la présence américaine dans la région, sans garanties supplémentaires pour Israël, est ainsi devenue l'un des principaux sujets de désaccord entre l'administration Obama et le gouvernement de Benyamin Netanyahu.

Israël a dès lors cherché à empêcher le désengagement américain de la région.

Au cours de son premier mandat, Donald Trump a poursuivi une politique de normalisation des relations entre Israël et plusieurs États arabes, notamment à travers les « accords d'Abraham ». Il s'agissait de faire émerger, avant une éventuelle réduction de la présence américaine, un nouvel ordre régional susceptible de garantir la sécurité d'Israël.

L'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, a toutefois ouvert une nouvelle phase. Israël a saisi cette occasion pour tenter de redéfinir les rapports de force au Moyen-Orient et d'éliminer les menaces pesant sur sa sécurité.

Le projet de changement de régime en Iran

Au cours du second mandat de Trump, la stratégie américaine a d'abord visé l'endiguement, puis le renversement du régime islamique iranien. Deux objectifs étaient recherchés : garantir la sécurité d'Israël et, en contrôlant les ressources énergétiques iraniennes — auxquelles s'ajouterait le pétrole vénézuélien —, se doter d'un nouveau levier de pression sur la Chine.

L'énergie devait ainsi devenir un instrument géopolitique au service de la stratégie américaine d'endiguement de son principal rival.

Cette stratégie reposait sur trois hypothèses : l'élimination d'Ali Khamenei, l'effondrement de l'appareil militaire et sécuritaire du régime, puis le déclenchement d'un soulèvement populaire susceptible d'entraîner sa chute.

Ali Khamenei a été tué, mais le régime ne s'est pas effondré

Les bombardements n'ont par ailleurs pas visé les seules installations militaires. Ils ont également frappé des écoles, des stades, des universités, des hôpitaux, des quartiers résidentiels, des usines ainsi que des infrastructures énergétiques et économiques.

Malgré l'ampleur des massacres de janvier 2026, et en dépit du profond rejet du régime islamique, une grande partie de la population iranienne n'a pas accepté de s'inscrire dans le scénario élaboré par les États-Unis et Israël.

Le projet de changement de régime a donc échoué. Washington est revenu à une politique visant à infléchir le comportement du régime plutôt qu'à provoquer sa chute.

L'échec du projet de renversement de la République islamique et d'installation de Reza Pahlavi au pouvoir a également compromis la perspective d'un nouvel ordre sécuritaire régional conçu autour des intérêts israéliens. Bien qu'opposés au régime islamique sur de nombreux points, la plupart des États de la région n'ont pas davantage souhaité voir émerger une monarchie directement intégrée à la stratégie israélienne.

Vers un nouvel ordre sécuritaire au Moyen-Orient ?

L'instabilité et les bouleversements au Moyen-Orient se poursuivront tant qu'un système régional de sécurité destiné à préserver les intérêts des détenteurs de capitaux et des industries de la région n'aura pas été mis en place.

Jusqu'à la guerre de douze jours de juin 2025, la stratégie de dissuasion du régime islamique reposait principalement sur le développement de ses capacités balistiques, le recours à ses forces alliées dans la région et la menace de se doter de l'arme nucléaire.

Au cours de la guerre de quarante jours, en février et mars 2026, Téhéran a toutefois modifié cette stratégie. La préparation à un élargissement du conflit, la capacité à frapper sans avertissement préalable les bases américaines dans la région et l'utilisation du détroit d'Ormuz comme moyen de pression placent désormais le régime dans une position plus favorable pour négocier sa place au sein du futur système régional de sécurité.

Avant cette guerre de quarante jours, les dirigeants des monarchies du Golfe considéraient que la présence de vastes bases militaires américaines sur leur territoire constituait une garantie de sécurité face à la menace iranienne.

Les attaques iraniennes contre les bases américaines et les infrastructures économiques de ces pays ont toutefois remis en question cette garantie. Elles les ont incités à envisager plus rapidement la mise en place d'un système régional de sécurité collective.

Après Ali Khamenei : Mojtaba et les fractures du pouvoir

La mort du Guide Ali Khamenei ainsi que de nombreux responsables politiques, militaires et sécuritaires du régime a accentué les divisions au sommet du pouvoir, notamment au sein du camp conservateur.

- Une partie des conservateurs continue de considérer la confrontation avec les États-Unis comme existentielle et inévitable. Elle rejette donc toute négociation, estimant qu'elle est nécessairement vouée à l'échec.

- Un autre courant conservateur considère, au contraire, que les différends avec Washington ne sont pas forcément insurmontables. Selon cette approche, la crise pourrait être gérée par la diplomatie et par l'exploitation des divergences d'intérêts entre les États-Unis et Israël.

Le désaccord entre eux ne porte toutefois pas uniquement sur la politique étrangère. Il concerne aussi l'avenir de l'ordre mondial.

- Pour certains, la fin de l'hégémonie américaine est désormais inéluctable. Ils préconisent donc un approfondissement des relations avec la Chine, les BRICS et le « Sud global ».

- D'autres jugent encore possible une redéfinition des relations avec l'Occident.

Ces divergences ne se réduisent donc pas à des rivalités entre factions. Elles traduisent un désaccord plus profond sur l'orientation stratégique que doit suivre le régime islamique dans un monde en pleine recomposition.

Le pouvoir a profité des circonstances de la guerre pour installer Mojtaba Khamenei à la succession de son père. Mais le nouveau Guide est encore loin de disposer de l'autorité dont Ali Khamenei jouissait pour arbitrer les conflits internes et imposer les décisions ultimes.

Une opposition profondément recomposée par la guerre

La guerre a profondément modifié les rapports de force au sein de l'opposition iranienne :

- Les monarchistes : le revers de Reza Pahlavi

Une partie de l'opposition avait lié son avenir politique à une intervention militaire des États-Unis et d'Israël. L'échec du projet de changement de régime a considérablement affaibli cette stratégie.

Reza Pahlavi et les monarchistes fascistes ont subi leur revers le plus important et perdu leurs perspectives d'accession au pouvoir.

- La coalition de six partis kurdes

En s'inscrivant dans la même logique, la coalition des six partis kurdes s'est elle aussi exposée à l'érosion d'un capital politique et social constitué au fil de décennies de lutte, d'emprisonnements, d'exécutions et de lourds sacrifices consentis par la population du Kurdistan.

En soutenant la guerre et l'intervention étrangère au lieu de renforcer les mouvements sociaux, ces six partis risquent d'affaiblir ces derniers et de compliquer leur lutte ainsi que leur action indépendante.

- Libéraux et républicains : l'absence de stratégie commune

Malgré de nouvelles coopérations et alliances, les différents courants libéraux et républicains restent confrontés à deux faiblesses majeures : l'absence de cohérence théorique et analytique quant à la forme du futur régime, et l'absence d'une stratégie commune pour sortir de la République islamique.

Pendant la guerre, certains se sont opposés à l'intervention militaire, qu'ils jugeaient contraire aux intérêts nationaux. D'autres l'ont, au contraire, soutenue.

Leur incapacité à adopter une position commune sur la principale crise politique de la période montre que ce courant ne dispose toujours pas d'une vision unifiée de la transition.

- La « gauche de l'axe de la résistance »

Les racines de la gauche favorable au pouvoir remontent aux premières années qui ont suivi la révolution. À l'époque, pour contrer l'influence des forces ouvrières et des socialistes radicaux, le régime islamique s'était appuyé sur le Parti Toudéh et la majorité des Fedayin. Ces organisations mobilisaient une rhétorique de gauche pour défendre le pouvoir islamique. Elles ont joué ce rôle aussi longtemps que le régime en a eu besoin. Après la consolidation du pouvoir et la répression massive de ses opposants, elles ont elles-mêmes été frappées par la répression, les arrestations et les exécutions.

Avec la renaissance des mouvements ouvriers et socialistes, notamment après janvier 2017, le même schéma s'est reproduit sous une nouvelle forme.

Des courants s'appuyant sur une rhétorique anti-impérialiste et néo-campiste ont de nouveau justifié leur soutien au régime islamique et tenté de faire de son affrontement avec les États-Unis le principal critère d'analyse.

Une telle approche conduit à occulter la nature économique et de classe de la République islamique : il s'agit d'un régime autoritaire fondé sur des rapports capitalistes et des politiques économiques

néolibérales, qui refuse l'organisation indépendante des travailleurs/euses et maintient les salaires très en dessous du seuil de pauvreté.

Le seul fait d'être en conflit avec les États-Unis ne suffit pas à faire d'un régime un pouvoir anti-impérialiste. Du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, l'opposition à l'impérialisme ne prend pleinement son sens que si elle s'accompagne d'une lutte contre les rapports capitalistes et de la défense d'organisations ouvrières indépendantes.

Dans cette perspective, la « gauche de l'axe de la résistance » apparaît comme un instrument qui permet au régime islamique de justifier un pouvoir hostile au monde du travail.

Pour une alternative socialiste indépendante

Au cours de cette guerre, le mouvement socialiste iranien a réaffirmé son indépendance politique et défendu les intérêts propres du mouvement ouvrier.

En refusant à la fois le régime islamique et l'intervention militaire étrangère, les socialistes et le mouvement ouvrier indépendant ont pu se tenir à l'écart aussi bien de l'orbite du pouvoir iranien que des projets américains et israéliens.

Avec l'élimination de Reza Pahlavi et des monarchistes fascistes de la compétition pour le pouvoir, la principale confrontation politique au sein de l'opposition au régime, a désormais lieu entre d'une part les socialistes, d'autre part les libéraux et républicains.

Contester l'hégémonie du discours libéral devient ainsi l'un des principaux objectifs théoriques du mouvement socialiste.

Construire un réseau de militant.es de gauche au sein du mouvement ouvrier

Avec l'accalmie de la guerre, les protestations et les grèves ouvrières, comme les autres mouvements sociaux, devraient se développer.

La guerre a aggravé la crise économique iranienne. Comme en octobre 2019 et en janvier 2026, le régime islamique cherchera de nouveau à en faire payer le prix aux dizaines de millions de travailleurs/euses et personnes laborieuses. Et cela s'autant plus que, pendant la guerre, les prix des produits alimentaires ont été multipliés plusieurs fois.

Dans ces conditions, la mise en place d'un réseau de militant.es de gauche et socialistes au sein du mouvement ouvrier indépendant constitue le principal moyen d'unifier et de coordonner les mobilisations et les grèves à venir, au-delà des différences d'accent mises sur telle ou telle revendication ou tel ou tel terrain de lutte.

Ce réseau doit défendre l'organisation indépendante des travailleurs et travailleuses, le droit de grève, ainsi que l'augmentation des salaires. Il doit aussi permettre aux militant.es de communiquer, de partager leurs expériences et de soutenir les responsables de centaines de grèves. Il s'agit ainsi de favoriser des mobilisations qui dépassent le cadre d'une seule usine ou d'un seul secteur industriel.

La construction d'un tel réseau n'est pas une simple initiative organisationnelle. Elle constitue un premier pas vers la préparation du mouvement ouvrier à répondre à la situation actuelle de la société iranienne.

Unir les mouvements sociaux

La lutte pour la liberté et l'égalité ne pourra devenir une force déterminante que si les différents mouvements sociaux parviennent à se rapprocher, avec le mouvement ouvrier comme force centrale.

La coopération et les liens entre militant.es ouvrier.es et des mouvements des femmes, des étudiant.es, des enseignant.es, des retraité.es, des demandeur/euses de justice, contre l'oppression nationale, pour l'écologie, etc. peuvent favoriser des mobilisations plus larges et faire converger les revendications sociales.

C'est cette articulation qui peut transformer des luttes, aujourd'hui dispersées, en un mouvement social d'ampleur nationale.

Pour une alternative socialiste et populaire

La guerre a aggravé les crises économiques, sociales et politiques de l'Iran. Dans le même temps, aucune des forces actuellement en présence ne propose de perspective claire et progressiste pour sortir de l'impasse.

Dans ces conditions, le renforcement de l'organisation indépendante des travailleurs/euses et son articulation avec les autres mouvements sociaux constituent le principal terrain sur lequel peut se construire une alternative socialiste et populaire.

Le travail théorique, politique et organisationnel visant à lever les obstacles à cette coopération et à élargir ce réseau doit donc être au cœur de l'activité des forces socialistes iraniennes.

17 octobre 2026